

**Jean LAUNAY**  
Député du Lot  
Maire de Bretenoux

FIGEAC, le 26 mars 2010

N.REF/JL.SV.2010.03.142

Madame, Monsieur,

Par votre récent envoi de la carte-pétition d'OXFAN-France « Non-assistance à mère en danger », vous m'avez interpellé sur le retard important, pris par la France, de l'objectif en matière de santé maternelle et infantile, fixé par les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) ; je vous en remercie.

Dès 2008, le Parti Socialiste déplorait le faible investissement de la France en matière d'aide publique au développement, celui-ci passant d'ailleurs de 0,47% en 2007 à 0,39% en 2008 du revenu brut national, loin des 0,7% initialement prévu à l'horizon 2015.

Les pays du Sud et en particulier les pays les moins avancés, sont aujourd'hui très durement touchés par la crise économique internationale.

L'aide publique au développement est plus que jamais nécessaire, à l'heure où l'Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (F.A.O.), réunie à Rome pour un sommet sur la sécurité alimentaire, annonce que plus d'un milliard de personnes souffrent de la faim dans le monde -soit 100 millions de plus que l'an dernier- et qu'un enfant meurt de faim, dans le monde, toutes les six secondes.

Le Parti socialiste partage également la préoccupation exprimée par de nombreuses O.N.G. sur l'affectation des budgets de l'aide au développement : par exemple, le Gouvernement en détourne une partie de son objectif de solidarité pour financer la lutte contre l'immigration.

.../...

Même en période de crise, une très large majorité de Français est pourtant favorable à un effort soutenu de solidarité internationale à l'égard des pays les plus pauvres.

Je partage également le fait qu'en matière de réalisation des OMD, chaque Etat doit prendre ses responsabilités, qui dépendent exclusivement des choix gouvernementaux et non des parlementaires de l'opposition.

Par ailleurs, je suis tout à fait favorable à l'instauration d'une sorte de Taxe Tobin, additionnelle à l'APD. C'était une des propositions du Parti Socialiste pour le dernier G20.

A l'heure où la santé en France est mise à mal par l'instauration de franchises médicales, les difficultés croissantes d'accès au soin, la réforme hospitalière, le groupe socialiste, dont je fais partie, restera également vigilant quant au respect des engagements internationaux pris en matière de développement par le gouvernement actuel.

Ainsi, pour 2010, nous demandons au gouvernement que l'aide au développement soit portée à 0,51% du revenu national brut des Etats membres, et que ses objectifs prioritaires restent le soutien aux systèmes de santé, à l'éducation et à une agriculture vivrière.

Veillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

**Jean LAUNAY**